

Le pouvoir aux travailleurs

21 Février 2010

N° 160

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>EDITORIAL :</u>	
- NOUVELLE CRISE POLITIQUE DANS LA LUTTE POUR LE POUVOIR	2 - 3
- L'ARMEE REPRIME DANS LE SANG UNE MARCHÉ DE L'OPPOSITION...	4
- DES MANŒUVRES POLITIENNES QUI PEUVENT DEGENERER A TOUT MOMENT EN BAIN DE SANG	4 - 5
- 50 ANS D'INDEPENDANCE DE LA COTE D'IVOIRE : IL Y A UNE MINORITE QUI «CHANTE» ET UNE MAJORITE QUI SOUFFRE	6
- EN PLUS DES COUPURES D'EAU, LA SODECI NOUS SERT DE L'EAU CONTAMINEE	7
- QUAND LES AUTORITES S'EN PRENNENT AUX BANA-BANA	7 - 8
- INCENDIES A REPETITION : LE PYROMANE C'EST L'ETAT !.....	8
- LE DELESTAGE EST LA CONSEQUENCE DU MANQUE D'ENTRETIEN ET DE RENOUVELLEMENT DES EQUIPEMENTS	9
- LUTTE CONTRE LE PALUDISME : LE FONDS MONDIAL DONNE 115 MILLIARDS DE FCFA, ET L'ETAT FAIT QUOI ?.....	9 - 10
- DARLING : LA DIRECTION FAIT SEMBLANT DE MANQUER DE MATIERES PREMIERES POUR S'EN PRENDRE AUX TRAVAILLEURS	11
- ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON : AUX TRAVAILLEURS D'IMPOSER DE MEILLEURES CONDITIONS DE TRAVAIL ET D'HYGIENE	11 - 12

NOUVELLE CRISE POLITIQUE DANS LA LUTTE POUR LE POUVOIR

A l'issue de la crise née de l'établissement de la liste électorale en vue de l'élection présidentielle, Gbagbo décide unilatéralement le 12 février dernier, de dissoudre, à la fois la Commission Electorale Indépendante (CEI) et le gouvernement.

Cependant, il a demandé à Soro, reconduit à son poste de Premier ministre, de former un nouveau gouvernement et de mettre sur pied une nouvelle commission électorale, « *neutre* » et « *indépendante* ».

Ce jour-là, des chars et autres engins de guerre avaient pris position sur les grands axes et carrefours de certains quartiers d'Abidjan ; des éléments du Cecos, une brigade spéciale d'intervention, patrouillaient dans les rues, notamment à Cocody et au Plateau.

Gbagbo cherche coûte que coûte à se maintenir le plus longtemps possible au pouvoir. Par sa décision, il montre que, pour le moment, il est le maître à bord du navire. Il a beau dire qu'il veut les élections « *vite, vite* », mais il n'est pas du tout pressé. Il est déjà arrivé à la fin de son « *deuxième mandat* » pour le prix d'un.

En décidant de supprimer la CEI qu'il ne parvient pas à contrôler, il cherche à mettre en place une autre commission, cette fois à sa botte. Il pourra ainsi manipuler à sa guise la liste des électeurs et pourquoi pas le résultat du scrutin par avance. Il veut s'assurer la victoire dès le premier tour parce que le second tour est pour lui incertain à cause du fait qu'il craint une coalition de l'opposition rassemblée au sein du RHDP.

Il est tout à fait possible que la prétendue fraude dont Mambé serait l'auteur ne soit qu'un bon prétexte pour l'écarter et affaiblir le RHDP. Au moment où nous écrivons cet article, nous ne connaissons pas encore la composition du nouveau gouvernement. Des tractations de couloir sont en cours entre Blaise Compaoré, Gbagbo, Ouattara et Konan Bédié, même si ce dernier a déclaré par ailleurs que la dissolution était « *nulle et non avenue* » tout en disant qu'il était « *ouvert à la discussion* ».

En provoquant cette dernière crise politique, Gbagbo repousse une nouvelle fois la date de l'élection présidentielle. Il ne s'agit malheureusement pas que du sort, somme toute mineur, de l'élection présidentielle. C'est une crise qui peut dégénérer en une nouvelle flambée de violences interethniques. On déplore déjà des morts dans quelques villes. Personne ne connaît ni quand ni comment elle se dénouera.

La seule chose qui intéresse ceux qui sont engagés dans cette lutte pour le pouvoir c'est la satisfaction de leurs ambitions personnelles. C'est la mainmise sur les caisses de l'Etat, c'est la confiscation des postes clés et des plus lucratifs pour leur clan.

Dans cette lutte entre rapaces, les travailleurs n'ont aucun intérêt à être derrière l'un ou l'autre camp. Quel que soit celui qui l'emportera, il mènera la même politique hostile et méprisante à l'égard du monde du travail, une politique en faveur des riches. Les Bouygues, Bolloré et autres capitalistes vont continuer à s'enrichir au détriment des travailleurs. Les dirigeants politiques nous demanderont toujours plus de sacrifices pendant qu'ils feront des courbettes aux grands capitalistes.

Pour améliorer leurs conditions d'existence les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes, que sur leur capacité de lutter en tant que travailleurs, en tant que pauvres

L'ARMÉE REPRIME DANS LE SANG UNE MARCHÉ DE L'OPPOSITION

Suite à la décision unilatérale de Gbagbo de dissoudre le gouvernement et la Commission électorale indépendante (CEI), les 4 principaux dirigeants du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP) ont appelé leurs militants à s'opposer par « *tous les moyens à la dictature* ».

A Abidjan, c'est à Marcory, que des jeunes ont dressé des barrages et brûlé des pneus. Au total, 22 bus de la Sotra ont été brûlés ou endommagés.

Des manifestations ont eu lieu à Yamoussoukro, Abengourou, Dimbokro, etc. Tout dernièrement, à Korhogo, le siège du FPI et la maison du directeur de campagne de Gbagbo ont brûlé ; à Bouaké, c'est la mairie et la Préfecture.

Mais c'est à Gagnoa que la situation a été la plus grave. Des manifestants ont marché le 19 février dans la rue pour réclamer le départ de Gbagbo et le rétablissement de la CEI.

L'armée a barré le chemin et demandé aux responsables d'aller chercher à la Préfecture une autorisation de manifester. Ils ont refusé en disant qu'ils ne reconnaissent plus l'autorité de Gbagbo et de son Préfet de Gagnoa.

Pour toute réponse, l'armée a commencé à lancer des gaz lacrymogènes dans la foule, et a tiré à balles réelles sur les manifestants. Il y a eu 5 morts et plusieurs blessés graves.

Après ce massacre, le général Mangou est intervenu à la télé pour mettre en garde « *quiconque cherchera à vouloir installer le désordre dans le pays et mettre le feu et le sang* ». Même langage du côté du porte-parole de la Présidence.

L'opposition avait programmé plusieurs manifestations dans différents quartiers d'Abidjan pour le samedi 20 février. Finalement, pas une seule d'entre elles ne s'est tenue. Est-ce faute de combattants ou un recul des dirigeants de l'opposition face à la présence dissuasive des forces armées déployées un peu partout dans la ville ?

Il est bien entendu impossible de savoir comment les choses vont évoluer. Si le bras de fer engagé entre le pouvoir et l'opposition se durcit, il y a un grand risque que cela se traduise par une nouvelle flambée de violence à caractère ethnique et xénophobe comme on en a connu il y a quelques années.

DES MANŒUVRES POLITIENNES QUI PEUVENT DEGENERER A TOUT MOMENT EN BAIN DE SANG

Avant la dissolution du gouvernement et de la CEI, des manifestations ont eu lieu à Divo, Vavoua, Man, Abengourou, et bien d'autres villes pour protester contre

les radiations arbitraires de personnes de la liste électorale. Les manifestants ont saccagé des bâtiments administratifs et pris à partie des magistrats.

En effet, après l'enrôlement, la Commission Electorale Indépendante (CEI) a affiché deux listes électorales provisoires. Une liste qualifiée de « *blanche* » où figurent ceux qui sont censés avoir la nationalité ivoirienne et la « *liste grise* » qui est celle de ceux qui n'ont pas été retrouvés lors des différents « *croisements de fichiers* » à qui l'administration demande de prouver leur nationalité ivoirienne.

Un délai d'un mois était prévu pour permettre à la population de faire des réclamations et de régler ce que les autorités ont appelé le « *contentieux électoral* ».

Pour ce faire, la première réclamation devait passer par la CEI, ensuite s'ouvrait le contentieux judiciaire où les tribunaux étaient chargés de statuer de façon définitive sur les cas qui n'ont pas pu être résolus. Ainsi, ces personnes ont été appelées à venir justifier leur nationalité.

Mais dans le même temps, le camp présidentiel a demandé à ses partisans de contester l'inscription sur la liste électorale de personnes qu'ils estimaient être des « *faux ivoiriens* ». Là-dessus, le pouvoir a dénoncé des « *fraudes massives* » et a contesté la validité de la liste électorale provisoire.

C'est dans ce contexte qu'est intervenue l'affaire Beugré Mambé (le président de la Commission Electorale Indépendante). Il a été accusé d'avoir manipulé le fichier électoral. Ce qui aurait permis de repêcher 429 030 cas de la liste jugée litigieuse.

Pour le parti au pouvoir, cette action visait à porter sur les listes électorales des électeurs favorables à l'opposition. Aussi le camp présidentiel réclamait le départ de Beugré Mambé, soupçonné de rouler pour le RHDP tout en poussant sa base à accentuer les dénonciations de présumés non ivoiriens.

Ainsi dans certaines localités, des juges, de façon illégale, vont procéder à la radiation de présumés fraudeurs sans même que les requêtes passent par la CEI locale comme le recommande le mode opératoire, ni que les accusés soient informés de la suspicion de fraude qui pèse sur eux. Des décisions étaient donc prises sans la présence des accusés. Des individus, sans aucune preuve solide, demandent la radiation de la liste électorale de dizaines de personnes. C'est le cas, par exemple de ce chef de village qui demandait la radiation de 72 personnes de l'ethnie Dogossé sous prétexte qu'elles sont Burkinabé. Dans un autre endroit, un homme a demandé la radiation de son ex-femme alors que celle-ci est ivoirienne par sa mère.

Ce climat de délation et de dénonciations calomnieuses a été instauré par le pouvoir. C'est lui qui attise la xénophobie anti-Nordiste et propage les idées éthnistes pour continuer de dominer. Les travailleurs et la population pauvre de ce pays ont déjà payé un lourd tribut pour avoir toléré en leur sein la xénophobie et la propagande ethnique. Malheureusement les mêmes causes peuvent encore produire les mêmes effets.

**50 ANS D'INDEPENDANCE DE LA COTE D'IVOIRE :
IL Y A UNE MINORITE QUI «CHANTE» ET UNE MAJORITE QUI SOUFFRE**

Lors d'une cérémonie officielle, Gbagbo a ouvert les festivités du cinquantenaire pour commémorer les 50 ans d'indépendance de la Côte d'Ivoire. Parmi ses illustres invités se trouvaient des ambassadeurs, des représentants du grand patronat et des hauts dignitaires du régime.

Dans son discours, Gbagbo a notamment dit : « *On a trop dansé en Afrique. Maintenant il faut réfléchir pour savoir d'où on vient et où l'on va* ». Dire que la population a « *trop dansé* » durant ces années alors que la pauvreté se généralise pour la majorité des travailleurs, est une vraie insulte envers tous ceux qui souffrent de la misère dans ce pays. Ceux qui ont dansé et qui continuent de mener la belle vie ce sont ceux qui se sont enrichis grâce à l'exercice du pouvoir, ceux qui se sont servis dans les caisses de l'Etat et qui se sont bâtis des fortunes. Ce sont les hauts cadres de l'administration, les hauts dignitaires grassement rétribués sur le dos des contribuables. Ce sont aussi les grands capitalistes qui ont fait d'énormes profits en exploitant les travailleurs des villes et des campagnes à qui ils ont imposé des bas salaires et des conditions inhumaines de travail. Cela fait 50 ans que ce petit monde de riches s'accapare les richesses de ce pays.

Dans les campagnes, les

ouvriers agricoles travaillent laborieusement dans les plantations pour une bouchée de pain sans bénéficier le plus souvent, ni d'eau courante, ni d'électricité, ni de structures hospitalières. Dans les villes, la situation des ouvriers a même empirée par rapport à il y a 50 ans. Le chômage est massif, les salaires dérisoires et les conditions de travail déplorables.

Dans les secteurs comme le bâtiment, la réalité est la même que dans les usines. Partout, les riches, avec la complicité des gouvernants de ce pays, ont fini par légaliser la précarité dans les chantiers comme dans les usines. Et il faut s'attendre à ce que les conditions d'existences déjà catastrophiques des classes laborieuses se détériorent encore plus en cette période de crise du système capitaliste si les exploiters et leurs serviteurs au gouvernement ne rencontrent pas de réaction collective du côté des salariés.

Tant que les travailleurs et leurs familles ne se feront pas craindre par les profiteurs, exploiters et parasites qui tiennent le haut du pavé, ceux-ci continueront à chanter et à danser. Les choses commenceront à changer lorsque la classe ouvrière sera en mesure d'inverser le rapport des forces dans le pays.

L E U R S O C I E T E

EN PLUS DES COUPURES D'EAU, LA SODECI NOUS SERT DE L'EAU CONTAMINEE

Le 1^{er} février, la Sodeci a servi aux habitants de Yopougon COPRIM de l'eau polluée. Les victimes disent avoir consommé de l'eau avec une couleur jaunâtre et une odeur d'excrément humain. Il y a eu un cas de décès et plusieurs cas de diarrhée suivie de démangeaisons ont été signalés.

Le DG de la Sodeci s'est contenté de dire que : « *c'était un accident à vite oublier* ». Quel mépris ! Ce ne sont certainement pas des gens aisés comme lui qui boivent cette eau polluée !

Et le fait que les populations des différents quartiers populaires des communes d'Abidjan soient soumises à des coupures d'eau répétées et qui durent parfois plusieurs jours, est-ce aussi un « *accident* » ?

Les populations ont plusieurs fois manifesté pour protester contre ces coupures incessantes mais l'Etat reste sourd aux revendications des petites gens. Quand il répond, c'est par la répression comme à PK 18 où une dame aurait succombé à la suite d'une répression des forces armées.

Cette pénurie d'eau dans les robinets est due au désengagement de l'Etat qui n'investit plus dans les structures de production d'eau potable. Les installations vieillissantes ne sont pas entretenues correctement alors que les consommateurs payent les taxes d'entretien.

Tant que ces gens aux gouvernements et les responsables de la SODECI ne seront pas menacés par un grand mouvement de colère de la part de la population, ils continueront toujours de se moquer d'elle.

QUAND LES AUTORITES S'EN PRENNENT AUX BANA-BANA

200 policiers viennent de finir leur formation pour traquer les vendeurs ambulants. Sur les principales artères de la ville d'Abidjan, les « *bana-bana* » deviennent de plus en plus nombreux au fil des ans. Aux heures de pointe, à la faveur des feux et des embouteillages, des personnes de tout âge, y compris des enfants, proposent toutes sortes de marchandises aux usagers de la

route, parfois en se faufilant dangereusement entre les véhicules.

Mais face à ce phénomène qui prend de plus en plus d'ampleur, le gouvernement loin de se soucier des raisons qui jettent un nombre de plus en plus grand de personnes dans ce commerce de rue, a décidé plutôt d'agir par la matraque.

L E U R S O C I E T E

Ce commerce dit « *informel* » constitue un manque à gagner pour l'Etat car il échappe à l'impôt. De plus, ces messieurs du pouvoir aimeraient bien cacher un peu cette misère qui s'étale à leurs yeux. Ils aimeraient circuler librement dans leurs grosses cylindrées climatisées sans être harcelés par des miséreux à chaque feu. Il s'agit aussi pour les maires d'une opération de charme auprès des commerçants qui ont pignon sur rue et qui ne voient pas d'un bon œil cette « *concurrence déloyale* » dont ils se passeraient bien.

Ce n'est pas la première fois que les autorités de ce pays s'en

prennent aux bana-bana. Ces petits vendeurs disparaîtront des rues durant quelques jours et réapparaîtront, comme à chaque fois, encore plus nombreux quelques temps après.

Ce qui pousse ces personnes à s'exposer chaque jour entre les voitures pour quelques sous, c'est la faim et la misère grandissante. Aucune répression policière ne peut les y empêcher. Il faut bien qu'elles trouvent leur pitance là où elles peuvent, à défaut de pouvoir trouver une embauche !

INCENDIES A REPETITION : LE PYROMANE C'EST L'ETAT !

En une semaine, le feu a ravagé plusieurs endroits à Abidjan. Ces incendies ont non seulement détruit des matériels mais ont jeté beaucoup de familles pauvres dans la désolation totale. Les incendies dans les entreprises SACO et BERNABE se sont traduits par du chômage forcé et peut-être même par des licenciements. Quant aux incendies des marchés, (« *marché gouro* » ; « *black market* ») c'est toute la marchandise et souvent même les recettes du mois qui sont parties en fumée.

L'incendie des domiciles comme celui qui s'est produit à Yopougon Wassakara, un des quartiers pauvres de cette commune a vu aussi des familles perdre toutes leurs affaires. A chaque incendie, une enquête est ouverte. Mais comme

toujours, elle n'abouti jamais parce que l'Etat qui les diligente sait que c'est lui qui est, à cause de ses carences, le responsable de ces drames. Parce qu'il ne met pas à la disposition des sapeurs pompiers les moyens en hommes et en matériels suffisants. Comment comprendre que pour une population de 5 millions d'habitants que compte Abidjan, il n'y a que trois casernes des sapeurs pompiers avec seulement deux voitures citernes en fonction ?

Une ville comme Abidjan a besoin de matériel et d'hommes en quantité conséquente pour faire face aux risques d'incendies. Mais ceux qui sont à la tête de ce pays ne se soucient pas de la sécurité des habitants, surtout dans les quartiers populaires.

L E U R S O C I E T E

LE DELESTAGE EST LA CONSEQUENCE DU MANQUE D'ENTRETIEN ET DE RENOUVELLEMENT DES EQUIPEMENTS

Depuis début février, la Côte d'Ivoire fait face à une crise énergétique. Il y a un rationnement de l'électricité pour une trentaine de villes de l'intérieur et Abidjan à cause d'une panne intervenue sur la centrale thermique d'Azito. Au départ, prévue pour durer 3 mois, cette situation durera 6 mois.

Mais pour certains quartiers d'Abobo, cette situation n'est pas nouvelle. Ils connaissent des coupures intempestives et des baisses de tension sur le réseau depuis plusieurs années. Mais comme cela touchait les pauvres, le pouvoir ne s'en préoccupait pas.

La situation est grave. Certains hôpitaux des villes de l'intérieur ne sont pas équipés de groupe électrogène. Ils sont donc incapables

de procéder à des opérations de chirurgie en cas de coupures d'électricité. La radiologie et le laboratoire des analyses médicales ne sont plus fonctionnels aussi. Des mesures élémentaires n'ont pas été prises par le gouvernement pour pallier cette situation.

L'Etat a concédé au groupe Bouygues, propriétaire de la CIE, la commercialisation de l'électricité. La CIE encaisse les factures mais c'est l'Etat qui doit entretenir les équipements. Au fil des ans, la demande en électricité augmente. Mais l'investissement approprié n'a pas suivi. Ces équipements vieillots sont surexploités, les pannes étaient donc prévisibles. C'est dire à quel point ceux qui dirigent ce pays sont responsables !

LUTTE CONTRE LE PALUDISME : LE FONDS MONDIAL DONNE 115 MILLIARDS DE FCFA. ET L'ETAT FAIT QUOI ?

Le Fonds Mondial vient d'octroyer 115 milliards de fcfa à la Côte d'Ivoire pour la lutte contre le paludisme. Selon le « *coordonnateur national* » de lutte contre le paludisme, cet argent doit servir à « *ce que 83% de la population aient accès aux médicaments* » ; « *8000 prestataires de soins du public et du privé non lucratif seront formés* » ; « *près de 9 millions de moustiquaires imprégnées distribuées* » et « *plus de 6 milliards d'antipaludiques seront disponibles pour le traitement des patients* ».

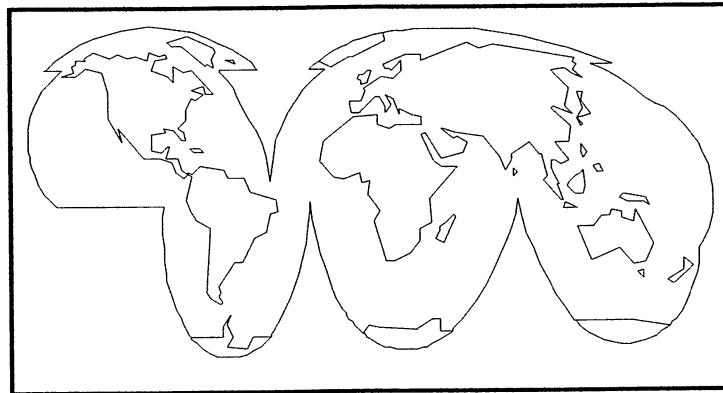
Ces promesses, si elles sont tenues seront d'un soulagement pour la population car le paludisme est la première cause de mortalité en Côte d'Ivoire. Avec les différentes mutations du virus, les quinine qui sont moins chères sont devenues inefficaces. Les médicaments efficaces en ce moment sont d'un coût élevé et souvent inaccessible pour les pauvres.

Faudra-t-il encore que cet argent ne soit pas détourné à d'autres

L E U R S O C I E T E

fins comme c'est souvent le cas. Et même si ce n'était pas le cas, ces moyens ne suffiront pas pour lutter efficacement contre le paludisme. Parce qu'il faudrait engager la lutte contre la prolifération des moustiques. Ce qui signifie engager une politique

d'assainissement de la ville. C'est-à-dire construire des canalisations pour les eaux usées, assécher les marais, désinsectiser fréquemment, etc. Mais ce serait trop demander à ces gens du pouvoir.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS**UNISSONS-NOUS !**

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

DARLING : LA DIRECTION FAIT SEMBLANT DE MANQUER DE MATIERES PREMIERES POUR S'EN PRENDRE AUX TRAVAILLEURS

L'entreprise Darling, située dans la zone industrielle de Yopougon est spécialisée dans la fabrication de mèches à cheveux portées par beaucoup de femmes. Elle fait passer des jours difficiles aux travailleurs.

C'est depuis le milieu du mois de janvier que la direction a annoncé qu'il y avait manque de matières premières. Dès cet instant, elle a divisé les journaliers en 2 équipes, chacune devant travailler en alternance une semaine sur deux. Les embauchés eux, étaient censés travailler quatre jours dans la semaine.

Mais très vite, ces mesures se sont durcies. Les journaliers sont répartis en 5 équipes pour chacune d'elles trois jours de travail dans la semaine. Ainsi par ce subterfuge (tour de passe-passe), des travailleurs se retrouvent au chômage soi-disant « technique » pendant plus d'un mois sans revenus.

Quant aux embauchés, ils ne travaillent que 3 jours dans la semaine.

Et pourtant, entre les mois d'octobre et décembre, la direction a

fait faire des heures supplémentaires obligatoires aux travailleurs parce son carnet de commandes était bien rempli pour les fêtes et donc qu'elle a engrangé beaucoup de profits supplémentaires en peu de temps. Cela montre que ce manque de matières premières ressemble à une mise en chômage partiel programmé. Le soi-disant manque de nouvelles commandes se révèle en fin de compte n'être qu'un prétexte pour s'en prendre aux travailleurs. Preuve que dès le début ce qu'elle cherchait c'était préserver ses profits. Plusieurs travailleurs ont été victimes de trois à quatre jours de mise à pied. Les journaliers, eux, risquent le renvoi pour un oui ou pour un non. Le dernier cas est celui d'un journalier qui a plus de 3 ans d'ancienneté. Le directeur de production dit qu'il l'a surpris en train de regarder en l'air pendant qu'il travaillait. Un prétexte aussi futile qui n'est vraiment pas une faute lourde a suffit pour le mettre à la porte.

Il est clair que tant que les travailleurs ne pousseront pas un coup de colère face à cette situation révoltante, la direction continuera à faire la pluie et le beau temps au gré de ses caprices et du portefeuille des propriétaires.

ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON : AUX TRAVAILLEURS D'IMPOSER DE MEILLEURES CONDITIONS DE TRAVAIL ET D'HYGIENE

Uniwood, une scierie située en zone industrielle de Yopougon, a fait l'objet récemment d'un contrôle de la CNPS. Ce contrôle consistait à vérifier

les conditions d'hygiène et de sécurité. Mais les méthodes de contrôle de cette structure laissent à désirer

D'abord, bien avant l'arrivée des inspecteurs dans cette entreprise, la CNPS a pris le soin d'en informer la direction de cette usine. Du coup, celle-ci a pris ses « dispositions » qui ont consisté à distribuer des tenues ainsi que des cache-nez aux travailleurs. Elle a procédé au nettoyage des locaux, cachant ainsi la réalité dans l'atelier.

Lors du contrôle, l'inspecteur ne s'est pas approché des travailleurs pour s'enquérir de leur situation. Il est docilement resté en compagnie des patrons durant toute la visite.

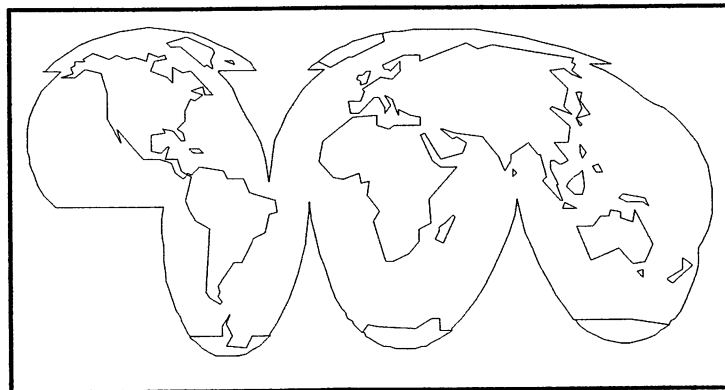
Une autre réalité dans cette entreprise c'est que plusieurs travailleurs ne sont pas déclarés à la CNPS et ils n'ont ni chaussures de sécurité, ni masques anti-poussière alors qu'ils travaillent dans une atmosphère chargée de poussière produite par les sciures de bois. Il n'existe pas non plus d'extracteur et de filtrage d'air ne serait-ce que pour

atténuer la poussière. Mais Monsieur l'inspecteur n'a rien trouvé à dire.

Cet exemple dans cette zone industrielle n'est pas un cas isolé, c'est la règle. A ce genre de comportement patronal, il faut ajouter qu'ils oublient volontairement de déclarer tout leur effectif à la CNPS pour avoir moins de cotisations à payer et au bout du compte engranger encore plus de bénéfices. Donc en cas de maladies professionnelles ou d'accidents de travail, les travailleurs sont livrés à eux-mêmes. Et cela arrive fréquemment car les instruments de sécurité les plus élémentaires sont inexistantes.

C'est dire que les travailleurs ont peu de choses à attendre de ce genre de contrôles. Pour que cela change il faudrait qu'eux-mêmes s'en mêlent et mettent fin à cette situation inacceptable en imposant au patronat de meilleures conditions de travail et la déclaration de tous, qu'ils soient embauchés ou journaliers, à la CNPS.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation